



DÉCISIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU

08 FÉVRIER 2018

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr





Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr





DM17_109	18/07/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre les Thérèses et la ville pour la médiathèque Roger Gouhier
DM17_113	21/09/2017	Convention de mise à disposition de locaux de personnel entre la ville et la maison médicale de garde de Noisy-le-Sec
DM17_155	19/10/2017	Approbation de la convention de cession Compagnie Arpa
DM17_156	17/10/2017	Approbation de la convention de cession " C'est-à-dire"
DM17_164	17/11/2017	Convention de mise à disposition temporaire de chaufferies - Approbation de la convention passée avec YGEO
DM17_170	27/11/2017	Mise à disposition d'un terrain sis 29 rue de la Fontaine au profit de la Société ENEDIS.
DM17_173	21/11/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre l'institut suédois et la ville pour la médiathèque Roger Gouhier
DM17_174	24-11/2017	Approbation du contrat de cession de droits d'auteur passé entre L'interprète Simona FLORESCU et la ville de Noisy-le-Sec dans le cadre de la 6 ^{ème} édition du Festival du Film Franco-arabe de Noisy-le-Sec
DM17_175	05/12/2017	Régie de recettes du guichet unique - Modification de la liste des produits encaissés.
DM17_176	05/12/2017	Régie de recettes pour la perception des participations aux frais de repas à l'occasion des réceptions organisées par le service relations publiques - clôture
DM17_177	05/12/2017	Régie temporaire de recettes pour les dons liés à une catastrophe naturelle - clôture
DM17_178	05/12/2017	Régie de recettes pour le fonctionnement du conservatoire de musique et danse - clôture
DM17_179	17/10/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre l'association « C'est-à-dire » et la ville pour la médiathèque
DM17_180	19/10/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre la Cie ARPA et la ville pour la médiathèque
DM17_181	24/10/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre les Thérèses et la ville pour la médiathèque
DM17_182	23/11/2017	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre l'association Libres Terres des femmes et la ville pour la médiathèque
DM17_183	28/11/2017	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Jiri KOVANDA et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : « une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres »).

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr





DM17_184	30/11/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre Cyril VERDE et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « une maison de poussière, une maison de pierre, une maison de »).
DM17_185	08-déc	Marché public 2017/4226 Émission de cartes d'achat pour la ville de Noisy-le-Sec - Déclaration sans suite de la procédure
DM17_187	23/11/2017	Approbation de la convention de production d'œuvres passée entre Hedwig HOUBEN et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain, dans le cadre de l'exposition en duo « <i>La langue de ma bouche (titre en cours)</i> »
DM17_188	22/11/2017	Approbation de la convention de partenariat passée entre l'association KHIASMA et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain, pour le développement de Webradio R22 TOUT- MONDE et l'hébergement d'une Antenne propre au centre d'art La Galerie de Noisy-le-Sec, sur le site internet www.r22.fr
DM17_189	27/11/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre MARIE PROYART et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (exposition : « Hedwig Houben et Jean-Charles de Quillacq »)
DM17_190	27/11/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre Sébastien REMY et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « une maison de poussière, une maison de pierre, une maison de »)
DM17_191	28/11/2017	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre l'Association DEBRIBES et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain dans le cadre l'exposition collective : « <i>Une Maison de Pierre</i> »
DM17_192	30/11/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Sébastien PLUOT et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « <i>Une Maison de Pierre</i> »)
DM17_193	12/12/2017	Sollicitation du fonds de soutien à l'investissement public local
DM17_194	13/12/2017	Procédure adaptée 2017/4623 Mission d'assistance juridique et représentation en justice des agents, élus et leur ayant-droit bénéficiant de la protection fonctionnelle - Approbation du contrat conclu avec Claisse et associés
DM18_01	22/12/2017	AOO 2014/4518 Travaux d'entretien et d'amélioration des éclairages public - Approbation de l'avenant n° 2 au contrat signé avec la société Ineo Infrastructure IDF
DM18_02	04/01/2018	Abonnement au service Arpège Diffusion, approbation du contrat signé avec la société ARPEGE
DM18_03	04/01/2018	Abonnement au service Arpège Espace Citoyens Premium, approbation du contrat signé avec la société ARPEGE
DM18_04	14/12/2017	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Roxane LUMERET et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « <i>La langue de ma bouche</i> »)
DM18_05	10/01/2018	"Prestations d'entretien des espaces verts, squares, mails et espaces sportifs" approbation du contrat avec ID VERDE

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/08/2017

Reçu en préfecture le 30/08/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20170718-DM17_109-CC

N° 117-120

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LES THERESSES ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la
délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier
adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de l'association
Les Thérèses

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Les Thérèses, résidant impasse Marcel Paul –
Zone industrielle Pahin – 31170 Tournefeuille

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 18 novembre 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 945,50 € TTC et est inscrite au budget de l'année
considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal
administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce
délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont
ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois,
notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 18 juillet 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine


Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017 N° 17 113
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20170921-DM17_113-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX ET DE PERSONNEL

ENTRE LA VILLE ET LA MAISON MEDICALE DE GARDE DE NOISY- LE- SEC

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la santé publique,

Vu la Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

Vu la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la délibération 2017-06-01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoir au Maire par le conseil municipal

Considérant que l'Agence Régionale de Santé (ARS) accorde une subvention annuelle à la « Maison médicale de garde de Noisy- le- Sec »,

DECIDE

Article 1 : De reconduire la convention de mise à disposition des locaux et de personnel établie entre la ville de Noisy-le-Sec et la « Maison médicale de garde de Noisy-le-Sec ».

Article 2 : La présente convention est signée pour une durée de 3 ans à compter de la fin de la période précédente. Elle fera l'objet d'un avenant annuel portant sur le budget.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

NOISY LE SEC Le

21 SEP. 2017

Le Maire

Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

Laurent RIVOIRE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/11/2017

Reçu en préfecture le 08/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171019-DM

N°DM 47 155

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LA COMPAGNIE ARPA ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de la Compagnie Arpa

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec la Compagnie Arpa, résidant 22 rue Rouelle 75015 Paris, représentée par Julia Stein

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 18 novembre 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1200 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 19 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/11/2017

Reçu en préfecture le 08/11/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171017-DM17_156-CC

N° 2017-156

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE L'ASSOCIATION C'EST-A-DIRE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de l'association C'est-à-dire

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec l'association C'est-à-dire, résidant BP9 – 58600 Fourchambault

Article 2 : Précise que la convention est passée pour les représentations du 15 novembre 2017, 20 janvier et 10 mars 2018

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1740,75 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 17 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Convention de mise à disposition temporaire de chaufferies Approbation de la convention passée avec YGEO

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication, SIPPEREC, approuvés par arrêté inter préfectoral n°2012066-0004 en date du 6 mars 2012, et notamment son article 6 bis,

Vu la délibération du conseil municipal n°2013/03-34 du 25 mars 2013 relative à l'adhésion de la Ville à la compétence optionnelle "développement des énergies renouvelables" du SIPPEREC,

Considérant que le SIPPEREC est statutairement compétent, en vertu de l'article 6 bis de ses statuts, pour mettre en oeuvre, après adhésion des collectivités, la compétence « Développement des Energies Renouvelables »,

Considérant que l'adhésion à la compétence « Développement des Énergies Renouvelables » peut entraîner en outre la mise à disposition au profit du Syndicat, à titre gratuit, des éventuelles installations existantes nécessaires à l'exercice de la compétence « Développement des Énergies Renouvelables » qui appartiennent à la collectivité, que cette mise à disposition est constatée dans un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité et le Syndicat,

Considérant la délégation du Maire, par délibération du conseil municipal n°2013/03-34 du 25 mars 2013, pour prendre toutes mesures d'exécution de la dite délibération nécessaires à l'exercice de la compétence transférée, et notamment pour signer les procès-verbaux de mise à disposition des éventuelles installations nécessaires à l'exercice de la compétence « Développement des Énergies Renouvelables » qui appartiendraient à la collectivité,

Considérant que le SIPPEREC a délégué à la société YGEO, la gestion du service public de production et de distribution d'énergie calorifique sur les communes de Rosny-sous-Bois et Noisy-le-Sec, pour une durée de 30 ans prenant effet le 15 janvier 2014 et expirant le 15 janvier 2044,

Considérant la police d'abonnement PA.2014.004/ROSNY-NOISY signée entre les parties le 14 mai 2014, ayant pour objet de définir les conditions de fourniture de chaleur (chauffage et, le cas échéant, eau sanitaire) des bâtiments : Crèche Desnos, Ludothèque du Londeau et Groupe scolaire du Londeau,

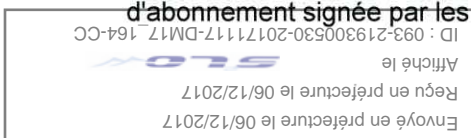
DECIDE

Article 1 : De signer la convention de mise à disposition temporaire des chaufferies listées ci-dessous et situées dans un local aux adresses suivantes :

- Crèche Desnos – Londeau, 2 rue Paul Verlaine 93 130 NOISY-LE-SEC
- Groupe Scolaire du Londeau, rue Paul Verlaine 93 130 NOISY-LE-SEC
- Ludothèque du Londeau, 20 rue Arthur Rimbaud 93 130 NOISY-LE-SEC;

Article 2: Que cette mise à disposition est effectuée par la Ville à titre gratuit en contrepartie de la prise en charge par YGEO des coûts d'achat des énergies primaires (fluides) nécessaires au fonctionnement des installations et de l'entretien, la maintenance et le renouvellement des chaufferies.

La quantité de chaleur livrée est facturée à la Ville aux conditions tarifaires figurant dans la police d'abonnement signée par les parties;



Article 3 : Que la convention prend effet à compter du 1^{er} juin 2016 pour une durée de 30 mois maximum;

Article 5: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours ;

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 17/11/2017

Laurent RIVOIRE
Le Maire



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 07/12/2017 N° **17-170**
Reçu en préfecture le 07/12/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171121-DM17_170-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN SIS 29 RUE DE LA FONTAINE AU PROFIT DE LA SOCIETE ENEDIS

Monsieur Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23, relatives aux pouvoirs délégués par le conseil municipal du Maire.

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2017/06-01 relative aux pouvoirs délégués par le Conseil Municipal du Maire.

Vu l'arrêté 14-881 relative à la délégation de fonction de madame Marie-Rose HARENGER, adjointe au Maire.

Considérant l'accompagnement par la Ville de Noisy-le-Sec de l'opération de création d'un 4ème collège sur le territoire communal,

Considérant que cet accompagnement se traduit par une mobilisation foncière ambitieuse pilotée par la Ville afin de rendre possible ce projet de création d'un nouvel équipement public, et que cette action foncière nécessite, suite à des discussion avec la société SOFILO, de mettre temporairement un terrain à disposition de la société ENEDIS, locataire de cette dernière,

Considérant que la demande d'ENEDIS est rendue nécessaire par la continuité de leurs missions de service public, dans l'attente d'une restructuration à intervenir sur le site,

Considérant qu'un terrain a été identifié au sein du Centre Technique Municipal afin de répondre à ce besoin,

Considérant que la présente mise à disposition permettra l'affectation et la valorisation d'un élément relevant du patrimoine communal et constituera une action concourant à la réussite du projet de création d'un 4^{ème} collège sur le territoire communal,

DECIDE

Article 1

Une emprise de terrain d'une superficie d'environ 1035 m² sise 29 rue de la Fontaine – 93130 Noisy-le-Sec, situé au sein du Centre Technique Municipal, sera mis à disposition de la société ENEDIS dans le cadre du projet de création du 4^{ème} collège sur le territoire communal, afin de libérer les emprises foncières nécessaires à l'aboutissement de ce projet et afin de garantir la continuité des missions de service public de cette société dans l'attente d'une future restructuration de leur site actuel d'exploitation.

Article 2

La présente mise à disposition prend effet le 30 novembre 2017 jusqu'au 31 décembre 2019.

Elle ne pourra être prorogée que suite à une demande expresse de reconduction de la part du Preneur et à une approbation expresse de cette demande par le Prêteur.

Article 3

La présente mise à disposition est consentie moyennant le paiement d'un loyer annuel d'un montant de 8 000 €.

Article 4

La présente mise à disposition fera l'objet d'une convention avec la société ENEDIS.

Article 5

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité et d'affichage en Mairie. Copie de cette décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis
- Direction de l'Aménagement
- Monsieur le Trésorier Principal
- La société ENEDIS

Fait à Noisy-le-Sec, le 27 novembre 2017



Pour Le Maire et par délégation
Mme Marie-Rose HARENGER
Maire-Adjointe de Noisy-le-Sec,
Déléguée à la Gestion du Patrimoine Privée

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/12/2017

Reçu en préfecture le 04/12/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171121-DM17_173-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE L'INSTITUT SUEDOIS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'une exposition de l'Institut suédois

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec l'Institut suédois, résidant 11 rue Payenne – 75003 Paris, représenté par Marion Alluchon

Article 2 : Précise que la convention est passée pour l'exposition du 11 janvier au 26 avril 2018, et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : L'emprunt de l'exposition est gratuit

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 21 novembre 2017

**P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine**

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/12/2017 N° 17-174
Reçu en préfecture le 04/12/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20171124-DM17_174-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSE ENTRE L'INTERPRETE SIMONA FLORESCU ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC DANS LE CADRE DE LA 6^{ème} EDITION DU FESTIVAL DU FILM FRANCO ARABE DE NOISY-LE-SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-18 et L2122-22,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession de droits d'auteur présentée par **Madame Simona FLORESCU, interprète dans le cadre du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec, 6^{ème} édition,**

DECIDE

Article 1: Approuve le contrat de cession de droits d'auteur passé avec **Mme Simona FLORESCU, interprète, pour les prestations énoncées aux articles 1 et 2 de la convention en date du 24 novembre 2017, pour un montant de 250 euros nets (deux cent cinquante euros nets), à savoir :**

« assurer l'interprétation/la traduction du français à l'anglais et vice-et-versa des propos échangés lors des rencontres public/réalisateurs, pour les séances de cinéma suivantes :

- Le 26/11/2017 à partir de 10h30 – courts-métrages jordaniens primés et petit-déjeuner franco-oriental
- Le 1^{er}/12/2017 à partir de 20h30 « Le Caire confidentiel » en présence Tarik Saleh
- Le 4/12/2017 à partir de 20h30 « Ali, la chèvre et Ibrahim » de Shérif el Bendary »

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la période du Festival du Film Franco Arabe, soit du 24 novembre 2017 au 5 décembre 2017 et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressée et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 24 novembre 2017

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/12/2017
Reçu en préfecture le 05/12/2017 N° DM17_118
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171205-DM17_118-BF

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE DE RECETTES DU GUICHET UNIQUE.

MODIFICATION DE LA LISTE DES PRODUITS ENCAISSES.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° D15-62 en date du 12 février 2015, portant modification de la régie du guichet unique,

Vu la décision n° DM17_118 en date du 21 septembre 2017, portant modification de la régie du guichet unique,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 novembre 2017,

DECIDE

Article 1er : La décision n° D15-62 en date du 12 février 2015 est modifiée comme suit :

En son article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

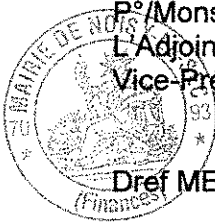
Restaurations scolaire ou périscolaire, classe de découvertes, repas des enseignants, études surveillées, journées des accueils de loisirs, mini séjours, séjour de vacances, remboursement de frais médicaux, frais de remplacement des badges d'accès aux services municipaux en cas de perte ou de vol, crèches, école municipale de natation, activités du service jeunesse.

Article 2 : Les autres modalités de la décision n° D15-62 en date du 12 février 2015 restent inchangées.

Article 3 : Le Maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 05 DEC. 2017



P^o/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE,
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement « Public Territorial « Est ensemble »

Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/12/2017
Reçu en préfecture le 05/12/2017 N° DM17_176
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171205-DM17_176-BF

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE DE RECETTES POUR LA PERCEPTION DES PARTICIPATIONS AUX FRAIS DE REPAS A L'OCCASION DES RECEPTIONS ORGANISEES PAR LE SERVICE RELATIONS PUBLIQUES.

CLOTURE.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 332 du 4 octobre 1982 portant création de la régie de recettes pour la perception des participations aux frais de repas à l'occasion des réceptions organisées par le service relations publiques,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du **28 NOV. 2017**

DECIDE

Article 1^{er} : La régie de recettes pour la perception des participations aux frais de repas à l'occasion des réceptions organisées par le service relations publiques est clôturée.

Article 2 : Le Maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le **05 DEC. 2017**



P./Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement Public territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté -- Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/12/2017
Reçu en préfecture le 05/12/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20171205-DM17_177-BF

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE TEMPORAIRE DE RECETTES POUR LES DONS LIES A UNE CATASTROPHE NATURELLE.

CLOTURE.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° D98.65 du 17 novembre 1998 portant création d'une régie temporaire de recettes pour les dons liés à une catastrophe naturelle,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 novembre 2017,

DECIDE

Article 1^{er} : La régie temporaire de recettes pour les dons liés à une catastrophe naturelle est clôturée.

Article 2 : Le Maire et le comptable assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 05 DEC. 2017



P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE
Le Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement Public territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/12/2017
Reçu en préfecture le 05/12/2017 N° DRU7128
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171205-DM17_178-BF

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE DE RECETTES POUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DANSE.

CLOTURE.

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° D 11-91 en date du 9 mai 2011, portant modification de la régie pour le fonctionnement du conservatoire de musique et danse.

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 28 novembre 2017,

Considérant que les recettes sont maintenant encaissées pour l'établissement public territorial Est Ensemble,

DECIDE

Article 1er : La régie de recettes pour le fonctionnement du conservatoire de musique et danse est clôturée.

Article 2 : Monsieur Le Maire et le comptable public assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 05 DEC. 2017

P^r/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »



Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/12/2017

Reçu en préfecture le 06/12/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171017-DM17_179-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE L'ASSOCIATION C'EST-A-DIRE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de l'association C'est-à-dire

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec l'association C'est-à-dire, résidant BP9 – 58600 Fourchambault

Article 2 : Précise que la convention est passée pour les représentations du 15 novembre 2017, 20 janvier et 10 mars 2018

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1740,75 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 17 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/12/2017

Reçu en préfecture le 06/12/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171019-DM17_180-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LA COMPAGNIE ARPA ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de la Compagnie Arpa

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec la Compagnie Arpa, résidant 22 rue Rouelle 75015 Paris, représentée par Julia Stein

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 18 novembre 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1200 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 19 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/12/2017

Reçu en préfecture le 06/12/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171024-DM17_181-CC

N° DM17-181

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LES THERESSES ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de l'association Les Thérèses

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec l'association Les Thérèses, domiciliée Impasse Marcel Paul – Zone Industrielle Pahin -31170 Tournefeuille

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 18 novembre 2017 et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 945,50 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 24 octobre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 06/12/2017

Reçu en préfecture le 06/12/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171123-DM17_182-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE L'ASSOCIATION LIBRES TERRES DES FEMMES ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le Conseil Municipal

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary, premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'une exposition de l'association Libres Terres des Femmes

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Libres Terres des Femmes, domicilié 111 boulevard Mac Donald – 75019 Paris, représenté par Carole Keruzore

Article 2 : Précise que la convention est passée pour l'exposition du 4 janvier au 3 février 2018 et prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 100 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 23 novembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017
Reçu en préfecture le 08/12/2017 N° 17-183
Affiché le
ID : 093-219300530-20171128-DM17_183-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Jiri KOVANDA et la ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (exposition : « une maison de pierre dans une métropole utilisant tout type d'éclairage habitée par ceux qui invitent les autres »).

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager de diffuser une œuvre intitulée :

- Sans titre, 2016

Installation,

L'œuvre devra être installée pour le 22 septembre 2017, dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec, Jiri KOVANDA domicilié, sis, Ovenecka 35, 170 00 Praha 7 République Tchèque relative à :

- Droit de représentation et de reproduction d'œuvre : 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 27 octobre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 30 novembre 2017


P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine
Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le
ID : 093-219300530-20171130-DM17_184-CC

N° 17_184

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre Cyril VERDE et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « une maison de poussière, une maison de pierre, une maison de »).

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant, la proposition de l'artiste de concevoir, à réaliser et à mettre en espace une œuvre intitulée :

Le café Noisy & dry (titre en cours), 2018
Malette pour distribution de cafés aux visiteurs du centre d'art
En collaboration avec Sébastien Rémy.

Considérant, que l'œuvre devra être installée pour le 10 mars 2018, dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de production et présentation d'œuvre passée avec Cyril VERDE, sis, 2bis, rue Fontange 13006 Marseille, relative à :

- Rémunération artistique : 453.20 € net (Quatre cent cinquante trois euros vingt centimes déduction faite des cotisations sociales)
- Les frais de réalisation feront l'objet d'un avenant à la présente convention

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 22 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 28 novembre 2017

P/le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017 N° DM17-185
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171208-DM17_185-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MARCHE PUBLIC N° 2017 / 4626 Emission de cartes d'achat pour la Ville de Noisy-le-Sec Déclaration sans suite de la procédure

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Marie-Rose Harenger, 6ème adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 98,

Considérant qu'une seule offre a été reçue à l'issue de la mise en concurrence ne permettant pas une concurrence suffisante,

DECIDE :

Article 1 : De déclarer la procédure relative au marché d'émission de cartes d'achat sans suite pour motif d'intérêt général en raison de la non effectivité de la mise en concurrence,

Article 2: Que le candidat ayant présenté une offre sera informé de cette décision,

Article 3 : La présente décision est sans incidence sur le budget de l'exercice en cours,

Article 4 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service des Marchés publics, au Centre technique municipal et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 8/12/2017
P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017 N° 17-187
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171123-DM17_187-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de production d'œuvres passée entre Hedwig HOUBEN et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain, dans le cadre de l'exposition en duo « La langue de ma bouche (titre en cours) »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir dans le cadre de l'exposition en duo « La langue de ma bouche (titre en cours) », à réaliser et à mettre en espace les œuvres correspondant aux caractéristiques suivantes :

Un ensemble d'œuvres présentées et produites pour l'exposition, en accord avec la Direction de La Galerie, centre d'art contemporain et Jean-Charles de Quillacq, deuxième artiste invité de l'exposition duo.

Considérant que les œuvres devront être installées pour le 19 janvier 2018 dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de production d'œuvres passée avec Hedwig Houben, demeurant sise, Parkweg 8, 5282 SM, Boxtel Pays-Bas, relative à :

- Frais de réalisation plafonné à 3 500€ TTC (Trois mille cinq cent euros Toutes Taxes Comprises).
- Honoraires artistiques : 1 000 € TTC (Mille euros Toutes Taxes Comprises).
- Frais de déplacement et d'hébergement d'un montant maximum de 2 000 € TTC (Deux mille euros Toutes Taxes Comprises).
- Droits de représentation et de reproduction de son œuvre pour un montant de 500 € TTC (Cinq cent euros).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 17 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 23 novembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017 N° 17-188
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171122-DM17_188-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de partenariat passée entre l'association KHIASMA et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain, pour le développement de Webradio R22 TOUT-MONDE et l'hébergement d'une Antenne propre au centre d'art La Galerie de Noisy-le-Sec, sur le site internet www.r22.fr

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que la convention a pour objet la mise en place d'un partenariat établi entre La Galerie de Noisy-le-Sec et KHIASMA, afin d'œuvrer ensemble pour le développement de la webradio R22 TOUT-MONDE, de ses contenus et de son audience et pour l'hébergement d'une Antenne propre au centre d'art La Galerie de Noisy-le-Sec sur le site internet www.r22.fr,

Considérant, que la présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature par les deux parties,

Considérant, que La Galerie et KHIASMA s'accordent sur une reconduction tacite de la présente convention,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de partenariat passée avec l'association KHIASMA, sise 15, rue Chassagnole, 93260 Les Lilas, relative à :

- Frais de réalisation et de production payable en 2 fois :
- 300 € TTC (trois cent euros Toutes Taxes Comprises) à signature de la convention,
- 300 € TTC (trois cent euros Toutes Taxes Comprises) à échéance de la convention,

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 14 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 4 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 4 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 22 novembre 2017

Po le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017 N° 17-189
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171127-DM17_189-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre MARIE PROYART et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (exposition : « Hedwig Houben et Jean-Charles de Quillac »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteur artiste graphiste de créer un principe graphique décliné sur différents supports de communication dans le cadre de l'exposition : « Hedwig Houben et Jean-Charles de Quillac » pour la date du 15 janvier 2018.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Marie Proyart sise 8 rue Polonceau – 75008 Paris, relative à :

- Frais de réalisation plafonnés à 200 € TTC (Deux cent euros toutes taxes comprises)
- Droits d'auteur, montant forfaitaire : 3580,50 € TTC (Trois mille cinq cent quatre vingt euros cinquante centimes Toutes Taxes Comprises)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 13 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 27 novembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017 N° 17-190
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171127-DM17_190-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre Sébastien REMY et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « une maison de poussière, une maison de pierre, une maison de »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant, la proposition de l'artiste de concevoir, à réaliser et à mettre en espace une œuvre intitulée :

Le café Noisy & dry (titre en cours), 2018
Malette pour distribution de cafés aux visiteurs du centre d'art
En collaboration avec Cyril Verde.

Considérant, que l'œuvre devra être installée pour le 10 mars 2018, dernier délai.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de production et présentation d'œuvre passée avec Sébastien REMY, sis 4, boulevard du Temple, Chez Madame Perrier D'Ascoli 75011 PARIS, relative à :

- Rémunération artistique : 602.76 € net (Six cent deux euros soixante seize centimes déduction faite des cotisations sociales)
- Les frais de réalisation feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 22 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 27 novembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017 N° 17_191
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171128-DM17_191-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre l'ASSOCIATION DEBRIBES et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain dans le cadre l'exposition collective : « une maison de pierre »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant, la proposition de l'artiste Myriam Lefkowitz de présenter une chorégraphie pour 10 danseurs, de Aias, dans le cadre de sa résidence à La Galerie de septembre 2017 à juin 2018 soutenue par la DRAC Ile-de-France,

Considérant, que l'œuvre devra être installée et présentée le 16 décembre 2017 de 16h à 19h.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de production et présentation d'œuvre passée avec l'Association Débribes, sise, 41, rue du Pré Saint Gervais, 93500 Pantin, relative à :

- Les frais de repas pour un montant forfaitaire de 15 € pour 10 danseurs est égale à 150 € TTC (Cent cinquante euros Toutes Taxes Comprises).

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 15 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 28 novembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 08/12/2017 N° 17-192
Reçu en préfecture le 08/12/2017
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171130-DM17_192-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Sébastien PLUOT et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « une maison de pierre, »

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire

Considérant que la Galerie centre d'art contemporain commande à l'auteur un texte de présentation du film Sluth Le limier, de Joseph L. Mankievitch, 1972, dans le cadre de l'exposition « Une maison de pierre » présentée du 23 septembre au 16 décembre 2017.

Considérant que l'auteur s'engage à remettre à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, son manuscrit en langue française sous une forme exploitable par l'éditeur pour le 30 novembre 2017.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Sébastien PLUOT, demeurant, sis, 6, rue Charles François Dupuis, 75003 Paris, relative à :

- Droits d'auteur 150 Euros TTC (Cent Cinquante euros toutes taxes comprises) ;

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 15 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 30 novembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 12/12/2017
Reçu en préfecture le 12/12/2017 N° 0417-193
Affiché le SLOW
ID : 093-219300530-20171212-DM17_193-BF

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

SOLLICITATION DU FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de procéder à l'acquisition de terrains en vue de la construction d'un 4^{ème} collège,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter le fonds de soutien à l'investissement public local

DECIDE

Article 1er : Demander la sollicitation du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local à hauteur de 354 205€ pour l'acquisition de terrains par la ville en vue d'une future mise à disposition au profit du Conseil Départemental, qui assurera ensuite la maîtrise d'ouvrage de la construction d'un collège .

Article 2 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 3 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 12 décembre 2017

P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE

L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Envoyé en préfecture le 14/12/2017

N° DM 17-194

Reçu en préfecture le 14/12/2017

Affiché le

ID : 093-219300530-20171212-DM17_194-AI

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4623

Mission d'assistance juridique et de représentation en justice des agents, élus et leur ayant-droit bénéficiant de la protection fonctionnelle Approbation du contrat conclu avec Claisse et associés

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 29,

Considérant la nécessité d'une mission d'assistance juridique et de représentation en justice des agents, élus et leur ayant-droit bénéficiant de la protection fonctionnelle suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1: De signer le contrat avec la Sarl Claisse et Associés sise 169 Boulevard Haussmann à Paris (75008).

Article 2: Que les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix. Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre s'élève à un montant maximum de 30 000,00 € H.T.

Article 3: Que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans

Article 4: Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société Claisse et Associés.

Article 5: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 6: Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 13/12/2017

P^o/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/01/2018
Reçu en préfecture le 05/01/2018
Affiché le
ID : 093-219300530-20171222-DM18_01-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Marché public N° 2014/4518

TRAVAUX D'ENTRETIEN ET AMELIORATION DES ECLAIRAGES PUBLICS

Approbation de l'avenant n°2 au contrat signé avec la société INEO INFRASTRUCTURE IDF

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6ème adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu la décision n°14-147 en date du 10 juillet 2014 de conclure un marché public de travaux et d'amélioration des éclairages publics avec la société INEO INFRASTRUCTURE IDF,

Vu le Code des marchés publics en vigueur lors de la conclusion du marché, et notamment son article 20,

Considérant la nécessité de prolonger la durée du marché d'une de 3 mois afin de permettre la continuité du service public dans l'attente de la conclusion d'un nouveau marché suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer l'avenant n°2 au contrat avec la société INEO INFRASTRUCTURE IDF, Agence Nord-est, sise 76 Rue Baudin à Noisy-le-Sec (93130),

Article 2 : Que l'objet de l'avenant est de prolonger la durée du marché de 3 mois, portant ainsi sa date d'échéance au 31 mars 2018,

Article 3 : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société INEO INFRASTRUCTURE IDF

Article 4 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction de la Voirie et de la Circulation, au service des Marchés Publics et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 22/12/2017

P°/Monsieur le Maire,
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/01/2018
Reçu en préfecture le 17/01/2018
Affiché le **5403 02**
ID : 093-219300530-20180104-DM18_02-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

ABONNEMENT AU SERVICE ARPEGE DIFFUSION Approbation du contrat signé avec la société ARPEGE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations du service Arpège Diffusion pour l'envoi de courriels et SMS d'information aux citoyens concernant les activités relatives aux services de la Direction de la Population et du Guichet unique et de la Direction des Affaires scolaires, de l'Enfance et de la Petite Enfance,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société ARPEGE, sise 13, rue de la Loire – CS 23619 – 44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE CEDEX.

Le contrat est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 01/01/2018 au 31/12/2018, renouvelable chaque année par reconduction tacite, pour une durée globale ne pouvant excéder 5 ans.

Article 2 : Dit que le montant de cette prestation s'élève à 2 363,57 € H.T. par an.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société ARPEGE.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le - 4 JAN. 2018

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/01/2018
Reçu en préfecture le 17/01/2018
Affiché le
ID : 093-219300530-20180104-DM18_03-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

ABONNEMENT AU SERVICE ARPEGE ESPACE CITOYENS PREMIUM Approbation du contrat signé avec la société ARPEGE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire par le Conseil Municipal,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations du service Espace Citoyens Premium Démarches Familles concernant les activités relatives aux services de la Direction de la Population et du Guichet unique et de la Direction des Affaires scolaires, de l'Enfance et de la Petite Enfance,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société ARPEGE, sise 13, rue de la Loire – CS 23619 – 44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE CEDEX.

Le contrat est conclu pour une période de 36 mois à compter du 01/01/2018.

Article 2 : Dit que le montant de la licence s'élève à 11 934,00 € H.T. jusqu'au 31/12/2020.

Pour la maintenance, celle-ci est de 688,42 € H.T. par an.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société ARPEGE.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, la Direction des Systèmes d'Information et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le 4 JAN. 2018

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 15/01/2018
Reçu en préfecture le 15/01/2018
Affiché le 
ID : 093-219300530-20171214-DM18_04-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Roxane LUMERET et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « La langue de ma bouche »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteure artiste illustratrice, d'illustrer le journal enfant, dans le cadre de l'exposition «La langue de ma bouche » en cohérence avec la ligne graphique du centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, La Galerie,

Considérant, que l'artiste illustratrice s'engage à réaliser les différents supports définis dans l'article 2 de la dite convention pour le centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, La Galerie, avant le 11 janvier 2018.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Roxane Lumeret, demeurant sise, 9, rue Monseigneur Raess, 67200 Strasbourg, relative à :

- Droits d'auteur 600 Euros TTC (Six cent euros toutes taxes comprises)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 14 décembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 14 décembre 2017

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 10/01/2018
Reçu en préfecture le 10/01/2018
Affiché le **SLOK**
ID : 093-219300530-20180110-DM18_05-AI

N° DH18-05

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Procédure adaptée N° 2017 / 4630

Prestation d'entretien des espaces verts, squares, mails et espaces sportifs
Approbation du contrat conclu avec ID VERDE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,

Considérant la nécessité d'entretenir les espaces verts, squares, mails et espaces sportifs de la ville de Noisy-le-Sec suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec ID VERDE - Agence IDF Est Maintenance sise 7 allée de la Briarde à Emerainville cedex (77 184),

Article 2: Que le montant pour cette prestation s'élève à 58 876, 08€ HT soit 70 651, 30€ TTC,

Article 3 : Le marché ordinaire est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification. Le marché ordinaire n'est pas reconductible,

Article 4:. Que le contrat prendra effet à compter de sa notification au titulaire du marché.

Article 5: La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6: Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10 JAN. 2018

P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER